

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE

COMITÉ SYNDICAL DU 04/12/2024

DELIBERATION N° 202412116

Objet : Participation financière à la protection sociale des agents - santé et prévoyance

Membres en exercice	72
Titulaires présents	38
Suppléants présents**	9
Suppléants votants	7
Total présents	47
Total votants	45

Le quatre décembre deux mille vingt-quatre à 9h, le Comité du Syndicat Départemental d'Énergies de la Dordogne, s'est réuni à Périgueux Résidence Hôtelière - Salle Saint Front, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

Date de convocation : 26/11/2024

Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert DE MIRAS

LES DELEGUES TITULAIRES PRESENTS : Lionel ARMAGHANIAN, Jean-Jacques DUMONTET, Alain PIERREFITTE, Serge MAZE, Gérard MARTIN, Bernard FAGET, Joël EYMET, Jean-Louis CHAZELAS, Jean-François LARAVOIRE, Alain MARTY, Frédéric BEAUVIER, Denis BROUILLAUD, Jean-Marie MAIRE, Huguette VILLARD, Patrick TREILLE, Jean Marie THOMAS, Jean Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Maurice CHABROL, Béatrice HAGEMAN, Joël GADAUD, Pascal COURNARIE, Alain BUFFIERE, François COURTEY, Clovis TALLET, Eric VARIN, Marc MELOTTI, Pierre CHEVALIER, Alain VILATTE, Jean René BERTIN, Alain CASTANG, Christian BORDENAVE, Jean Pierre FRAY, Claudine FAURE, Agnès DAURIAC, Jean Luc SANCHEZ, Gilbert DE MIRAS, Georges ELIZABETH.

LES DELEGUES SUPPLEANTS PRESENTS : Antonio RODRIGUEZ, Raymond MARTY, Eric LAFONTAINE, Evelyne ROUX, Sandrine HARTMANN, Henri BOUCHARD, Patrick GRANEREAU.

**** 2 suppléants en plus des titulaires sur un même secteur sont présents, ils ne peuvent pas prendre part au vote, il s'agit sur le secteur 10 de Messieurs Gilbert JEGOU et Gaston GRAND.**

LES DELEGUES TITULAIRES EXCUSES : Dominique DURAND, Laurent PELLERIN, Gérard MOURET, Jean Michel DREUIL, Jean François PIBOYEU, Aude CRUVEILLER, , Serge DOUMERC, Bernard MAZET, Josiane BOYER, Daniel CHAUME, Florence GAUTHIER, Jean-François MATHIEU, Stéphanie CONTRERAS, Josiane SOURDET, Benjamin GLAISE, Alain POINET, Michel AUGÉIX, Michel LAROUMAGNE, Brigitte CABIROL, Claire HENON, Jean-François MARTINET, René VISENTINI, Henri TONELLO, Eric DUBOIS, Flore BOYER, Marie-Rose VEYSSIERE, Dominique IBERTO, Thierry BOIDE, Philippe GEORGES, Georges ELIZABETH, Anne MARCHAND, Rodolphe DELCROS, Gilles BITTARD, Dominique CAILLOU, Marc MATTERA.

Ayant constaté que le quorum est atteint, Monsieur Philippe DUCENE, Président, ouvre la séance à 9h, puis il procède à la nomination d'un Secrétaire de séance pris au sein du Comité. M. Gilbert DE MIRAS est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

ADMINISTRATIFS : Nicolas AUBIN Directeur des Services Techniques, Xavier LAMONTAGNE Directeur des Systèmes d'Information, Laurence MICHAUD Directrice des Finances, Séverine SALLET Secrétaire Générale, Marlène BORGES-CORREIA Cheffe du service Ressources Humaines, Delphine RADTKE Directrice Stratégie Bas Carbone, Charlotte PETIT Adjointe à la Direction Stratégie Bas Carbone, Florine FROGE Chargée de Communication, Corinne BATTISTON Assistante du Président et de la Direction, Lionel ARCHER Payeur Départemental.

INVITES EXCUSES : Madame Marie AUBERT, Préfète de la Dordogne.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique et notamment les articles L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu Le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération de l'assemblée délibérante en date du 23 octobre 2014 instaurant la participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'une labellisation ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser ladite délibération, celle-ci comportant un niveau de participation financière non conforme à la réglementation en vigueur ;

Pour rappel, depuis le 01 janvier 2015, en application du décret n° 2021-175 du 17 février 2021 relatif à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique, le SDE 24 participe au financement des couvertures santé et prévoyance des agents, dans le cadre de la procédure de labellisation ; chaque agent étant libre de choisir l'organisme de protection sociale de son choix, de manière individuelle et facultative.

A ce jour, le SDE 24, verse :

- Une participation mensuelle de 5 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée,
- Une participation mensuelle de 5 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une complémentaire santé labellisée.

La participation est versée directement à l'agent, chaque mois, sur son bulletin de salaire.

Or, l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique, est venue redéfinir la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Dans ce cadre, il est prévu :

- La participation de l'employeur obligatoire à compter du 01 janvier 2025 pour les garanties prévoyance et du 01 janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé,
- La possibilité par l'employeur de souscrire un contrat collectif à adhésion obligatoire des agents, en cas d'accord majoritaire valide issu d'une négociation collective avec les représentants des partenaires sociaux totalisant plus de 50% des suffrages exprimés,
- La possibilité pour l'employeur d'adhérer au contrat collectif à adhésion facultative des employeurs et des agents, souscrit par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.

Pris en application de l'ordonnance n° 2021-1474 précitée, le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 apporte des précisions sur :

- Le montant de la participation au financement de la complémentaire santé et prévoyance,
 - La participation au financement de la complémentaire santé ne pourra être inférieure à 50% d'un montant de référence, lequel est de 30 €, **soit 15 € par agent et par mois**,
 - La participation au financement de la complémentaire prévoyance ne pourra, quant à elle, être inférieure à 20% d'un montant de référence qui est de 35 €, **soit 7 € par agent et par mois**.
- Les garanties minimales sur la couverture prévoyance.

Vu le rapport présenté par Monsieur Pierre CHEVALIER, vice-président,

Le **COMITE SYNDICAL**, à l'unanimité :

- **ACCEPTÉ DE PARTICIPER** financièrement, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, aux couvertures santé et prévoyance souscrites de manière individuelle et facultative par ses agents ;
- **MODIFIE**, à compter du 01 janvier 2025, la participation mensuelle de 5 €, à 7 €, à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée ;
- **MODIFIE**, à compter du 01 janvier 2026, la participation mensuelle de 5 €, à 15 €, à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une complémentaire santé labélisée ;
- **INSCRIT** les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Président du SDE24,
Philippe DUCENE